

Code de conduite de la ZVEI

relative à la responsabilité sociale

Préambule

La ZVEI - Zentralverband Elektrotechnik- und Elektronikindustrie e. V. (La fédération centrale de l'industrie électrotechnique et électronique allemande) et ses entreprises membres reconnaissent leur responsabilité sociale (généralement appelée « CSR¹ » au niveau international) dans le cadre de leur activité mondiale. Ce code de conduite sur notre responsabilité sociale (ci-dessous appelé « CDC ») consigne sous forme de lignes directrices de la branche, les implications notamment pour les conditions de travail, la compatibilité sociale et le respect de l'environnement ainsi que pour la transparence, la coopération fondée sur la confiance et le dialogue. Les contenus de ce CDC, résultat d'une élaboration concertée de la ZVEI avec ses adhérents, expriment les valeurs de base communes de la ZVEI telles qu'elles sont définies dans la vision et la mission de la ZVEI et, notamment, telles qu'elles sont stipulées dans l'adhésion à l'économie sociale de marché.

La ZVEI conseille à ses membres d'appliquer ce CDC. Il est conçu comme un engagement qui peut être signé par les entreprises

membres. En proposant ce CDC, la ZVEI les aide à réagir aux différentes conditions-cadres dans lesquels elles évoluent sur les marchés mondiaux ainsi qu'à faire face aux défis et aux attentes sociales qui découlent des coopérations de plus en plus étroites dans les chaînes de création de valeur.

1. Conception fondamentale d'une direction d'entreprise socialement responsable

Ce CDC est fondé sur une conception fondamentale commune d'une direction d'entreprise socialement responsable. Cela signifie pour l'entreprise signataire qu'elle prend ses responsabilités en étant soucieuse des conséquences de ses décisions sur le plan économique, technologique, mais aussi social et écologique, et en veillant à l'établissement d'un équilibre approprié des intérêts. Dans la mesure de ses possibilités et de son rayon d'action, l'entreprise signataire contribue de son plein gré au bien et au développement durable de la société globale aux sites où elle

¹ CSR = Corporate Social Responsibility

exerce des activités. Elle s'inspire pour cela des valeurs et principes éthiques universellement valables, notamment de l'intégrité, de l'honnêteté et de la dignité humaine.

2. Champ d'application

2.1 Ce CDC est valable dans le monde entier pour toutes les succursales et divisions de l'entreprise signataire.

2.2 L'entreprise signataire s'engage à promouvoir le respect des contenus de ce CDC également auprès de ses fournisseurs et plus en aval dans la chaîne de création de valeur dans la mesure de ses possibilités et de son rayon d'action.

3. Points-clefs de la direction d'entreprise socialement responsable

L'entreprise signataire agit pour faire respecter de manière durable les valeurs et principes énoncés ci-dessous.

3.1 Le respect des lois

L'entreprise signataire respecte les lois en vigueur et autres dispositions juridiques des pays dans lesquels elle exerce son activité. Dans les pays où le cadre institutionnel est mal défini, elle étudie minutieusement les bonnes pratiques d'entreprise de son pays d'origine qui doivent être appliquées pour soutenir une direction d'entreprise responsable.

3.2 Intégrité et gouvernance

3.2.1 Pour son action, l'entreprise signataire s'inspire des valeurs et principes éthiques universellement valables, en particulier de l'intégrité, de l'honnêteté, du respect de la dignité humaine, de l'ouverture d'esprit et de la non-discrimination pour raisons religieuses, idéologiques, de sexe ou d'appartenance ethnique.

3.2.2 L'entreprise signataire refuse la corruption active comme passive au sens de la convention des Nations Unies correspondante².

² Convention des Nations Unies contre la corruption de 2003, en vigueur depuis 2005

³ Déclaration générale des droits de l'homme, résolution des Nations-Unies 217 A (III) de 1948

Elle promeut de manière appropriée la transparence, le comportement intègre ainsi que la direction et le contrôle responsables dans l'entreprise.

3.2.3 L'entreprise signataire travaille selon des pratiques d'entreprise correctes et reconnues et applique une concurrence loyale. Envers la concurrence, son comportement est professionnel et elle fournit un travail de qualité. Elle entretient des relations partenariales et de confiance avec les autorités de contrôle. En outre, elle se conforme aux dispositions du „Leitfaden für unsere Verbandsarbeit – Hinweise für ein kartellrechtskonformes Handeln im ZVEI“ („Guide allemande pour le travail de notre fédération – Indications pour agir en conformité avec la loi sur les cartels au sein du ZVEI“).

3.3 Les intérêts des consommateurs

Quant aux intérêts des consommateurs, l'entreprise signataire respecte la réglementation sur la protection des consommateurs et observe des pratiques de distribution, de marketing et d'information adéquates. Les groupes nécessitant une protection spéciale (telle que la protection de la jeunesse) bénéficient d'une attention particulière.

3.4 Communication

L'entreprise signataire communique ouvertement et s'entretient sur ce CDC et sa mise en pratique avec les employés, les clients, les fournisseurs et autres groupes d'intérêt et parties prenantes. Toute la documentation est effectuée conformément aux obligations de l'entreprise, elle n'est ni modifiée illicitement ni détruite, et elle est conservée comme il convient. Les secrets d'entreprise et les informations des partenaires sont traités de manière sensible et confidentielle.

3.5 Droits de l'homme

L'entreprise signataire s'engage en faveur de la promotion des droits de l'homme. Elle respecte la charte internationale des droits de l'homme des Nations Unies³, notamment les suivants:

3.5.1 La vie privée

Protection de la vie privée.

3.5.2 Santé et sécurité

Préservation de la santé et de la sécurité du travail, en particulier garantie d'un environnement de travail sûr et salubre afin de prévenir les accidents et les blessures.

3.5.3 Harcèlement

Protection des employés contre la punition physique et contre le harcèlement ou l'abus physique, sexuel, psychique ou verbal.

3.5.4 Liberté d'opinion

Protection et concession de la liberté d'opinion et d'expression.

3.6 Conditions de travail

L'entreprise signataire respecte les normes fondamentales du travail de l'OIT⁴:

3.6.1 Le travail des enfants

Interdiction du travail des enfants, c'est-à-dire d'employer des personnes âgées de moins de quinze ans, sauf si une limite d'âge plus élevée est définie par les dispositions juridiques locales ou si des exceptions sont autorisées⁵.

3.6.2 Travail forcé

Interdiction de toute forme de travail forcé⁶.

3.6.3 Rémunération

Les normes du travail relatives à la rémunération, notamment à l'égard du niveau de rémunération en accord avec les lois et dispositions en vigueur⁷.

3.6.4 Droit des employés

Le respect du droit des salariés à la liberté d'association, de réunion ainsi qu'à des négociations collectives et salariales dans la mesure où ceci est légalement autorisé et possible dans le pays en question⁸.

3.6.5 Interdiction de discrimination

Interdiction de discrimination de tout(e) employé(e)⁹.

3.7 Temps de travail

L'entreprise signataire respecte les normes de travail sur la durée maximale du travail.

3.8 Protection de l'environnement

L'entreprise signataire se conforme aux dispositions et standards sur la protection de l'environnement qui concernent ses exploitations et agit de manière respectueuse de l'environnement en tous lieux d'activité. En outre, elle fait preuve de responsabilité à l'égard des ressources naturelles conformément aux principes de la déclaration de Rio¹⁰.

3.9 L'engagement citoyen

L'entreprise signataire contribue au développement social et économique du pays et de la région dans lesquels elle exerce son activité et encourage les activités volontaires de ses employé(e)s.

4. Mise en œuvre et application

L'entreprise signataire entreprend tous les efforts nécessaires et raisonnables à la mise en œuvre et à l'application continue des principes et des valeurs décrites dans ce CDC. Les partenaires de contrat sont à informer, sur demande et réciproquement, des mesures majeures qui ont été prises afin de rendre compréhensible la manière dont leur application est assurée. Nul ne peut prétendre à la transmission de secrets d'entreprise ou d'affaires ni à des informations se rapportant à la concurrence ou autres informations dignes de protection.

X-FAB Silicon Foundries SE
Transportstraat 1
3980 Tessenderlo
Belgium
BE 0882.390.885

19.12.2019

(lieu et date)

(signature)

⁴ OIT = L'organisation internationale du travail

⁵ Convention de l'OIT n° 138 de 1973 et convention de l'OIT n° 182 de 1999

⁶ Convention de l'OIT n°29 de 1930 et convention de l'OIT n° 105 de 1957

⁷ Convention de l'OIT n° 100 de 1951

⁸ Convention de l'OIT n° 87 de 1948 et convention de l'OIT n° 98 de 1949

⁹ Convention de l'OIT n° 111 de 1958

¹⁰ Les 27 principes fondamentaux de la « Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement » de 1992 comme résultat de la conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement à Rio de Janeiro